

Bordeaux : les commerces accusés d'islamophobie interdits par la municipalité !

écrit par Maxime | 30 novembre 2021





Les commissions d'aménagement commercial ont normalement vocation à éviter l'installation des centres commerciaux trop étendus au détriment des centre-villes.

L'urbanisme commercial a ainsi été conçu pour doubler l'urbanisme normal d'une police de l'installation des grands commerces.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Urbanisme_commercial

Je n'ai jamais vraiment compris l'utilité de ce truc, si ce n'est donner beaucoup de pouvoir à des personnalités politiques locales avec un risque de corruption très élevé au vu des enjeux...

<https://cnac.entreprises.gouv.fr/l-amenagement-commercial/cdac-organisation-et-fonctionnement>

Telle grande enseigne va militer auprès d'une CDAC pour empêcher l'installation d'un concurrent par exemple. La CDAC a une grande marge de manoeuvre. L'argent liquide existe encore ; qu'est-ce qui nous garantit contre le fait qu'une valise de billets ne sera pas remise dans le coffre de la voiture de tel

membre de la CDAC pour dire « non » à un projet d'installation ? Bien des cas sont loin d'être évidents !

C'est très appréciable de pouvoir accéder aux commerces sans avoir à payer des places de parking en centre-ville, sans avoir à subir les embouteillages, les dos d'âne, petits ronds points à la con et autres inventions à torturer la voiture de le citoyen ordinaire.

Une grande voie, une bretelle, un parking immense, un grand magasin, c'est le rêve du Français lambda avec son diesel. Trop beauf sans doute !

Alors ils ont instauré ce « truc » assez contestable, qui désormais fait entrer des considérations étrangères à la logique de l'harmonie supposée du territoire français. Déjà qu'à la base, ce n'était pas très convaincant, mais là, ça en devient carrément révoltant.

Il faudrait donc désormais, pour la CDAC de la Gironde, pour obtenir une autorisation d'extension commerciale être islamophile et, en particulier, manifester son soutien aux « Ouïghours », les musulmans chinois.

<https://resistancerepublicaine.com/tag/ouighours/>

On se demande bien quel est le rapport avec l'URBANISME commercial, c'est-à-dire la bonne organisation des villes françaises au nom de l'intérêt général, notamment l'esthétisme et l'équilibre du territoire... réponse : AUCUN !!!

Ras-le-bol, encore une fois, de voir une problématique internationale interférer dans des questions d'ordre national. Surtout à une époque hantée par un terrorisme islamique sans frontières.

D'ailleurs, quand on parle d'urbanisme et d'esthétique, là encore il y a à boire et à manger. Cela n'a pas dérangé de nombreux élus d'implanter des mosquées dans des paysages

traditionnellement chrétiens, comme à Poitiers avec le minaret bien visible et quand, dans le même temps, on casse les pieds au citoyen lambda qui veut modifier l'aspect d'un bâtiment qui se trouve dans le périmètre d'un monument historique (compétence de l'architecte des bâtiments de France).

Les Bordelais se trouveront ainsi privés de l'extension du magasin Zara suspecté de profiter des travaux forcés auxquels ont été punis les musulmans « ouïghours », l'enseigne démentant par ailleurs cette « accusation ».

<https://www.sudouest.fr/gironde/bordeaux/zara-prive-d-extension-a-bordeaux-on-n-est-pas-presents-la-ou-les-ouighours-sont-exploites-7070012.php>

Par Gwenaël Badets – g.badets@sudouest.fr

Publié le 24/11/2021 à 19h33

Mis à jour le 24/11/2021 à 19h39

L'extension demandée par la marque pour son magasin du centre-ville a été refusée, notamment au motif d'un recours concernant le travail forcé des Ouïghours en Chine. Le directeur général de Zara dément les faits

C'est l'effet papillon. Ou comment une étude sur une minorité chinoise, publiée aux antipodes, empêche, 20 mois plus tard, l'agrandissement d'une boutique de prêt-à-porter à Bordeaux. Et fait bouillir la société mise en cause.

Un retour en arrière s'impose. En mars 2020, [l'ONG australienne Aspi publie une étude](#). Selon celle-ci, 80 marques se fourniraient auprès d'entreprises chinoises ayant recours au travail forcé des Ouïghours, population musulmane turcophone de la province du Xinjiang, au nord-ouest du pays. Parmi les groupes mis en cause, Inditex, qui détient Zara.

En avril 2021, [une plainte est déposée](#) par des associations et une Ouïghoure ayant été internée. En juin, le parquet national antiterroriste [ouvre une enquête pour « recel de crime contre l'humanité »](#). Et en novembre, [la Commission départementale d'aménagement commercial de la Gironde \(CDAC\)](#)

refuse l'extension du magasin Zara de la rue Sainte-Catherine à Bordeaux. En arguant – notamment – de cette plainte et de l'enquête.

« Depuis le début de cette affaire, nous le répétons : nous ne sommes pas présents dans cette région du Xinjiang »

La décision est ennuyeuse pour les projets de développement de la marque. Mais surtout pour son image. L'affaire remet sur le tapis les allégations sur son recours au travail forcé. Les soutiens de la cause ouïghoure relaient l'information. De la très mauvaise pub.

Bravo Bordeaux! Le message est clair : bannissez l'esclavage de vos chaînes de production ou nous ne vous lâcherons pas. [#FreeUyghurs](#) [#BanSlavery](#)
pic.twitter.com/kGFdBNFu0c

– Raphael Glucksmann (@rglucks1) [November 20, 2021](#)

« **Blanchi** » par une étude

C'est donc le directeur général de Zara France, Jean-Jacques Salaün lui-même, qui est descendu dans l'arène pour laver l'honneur de son enseigne. « Depuis le début de cette affaire, nous le répétons : nous ne sommes pas présents dans cette région du Xinjiang au moment où sort ce rapport Aspi. Et nous sommes très vigilants au respect de règles éthiques, comme le refus du travail forcé. »

La précision du moment a son importance. « Qu'on y ait été à une époque ou pas, en 2008, 2015 où je ne sais pas quand, c'est un autre débat », répond Jean-Jacques Salaün.

Le responsable, qui se déplaçait ce mercredi 24 novembre à Bordeaux, préfère parler du passé proche. « La semaine dernière, [un rapport a été publié par la Sheffield Hallam](#)

University. Il est réalisé par des universitaires, dont on ne peut pas contester le sérieux, qui se sont penchés sur la traçabilité du coton venant du Xinjiang depuis 2017. Ils ont mis en avant une centaine de marques qui en utilisaient. Aucune n'appartient à Inditex. » Voilà qui blanchirait Zara.

Parmi les marques citées dans ce document : Adidas, Nike, Tommy Hilfiger, Uniqlo, Ralph Lauren, Gap, C & A, Calvin Klein, Lacoste...

Sociétés écrans

Fort de cette étude, Jean-Jacques Salün poursuit : « Peut-être que des marques qui ont bénéficié, elles, de décisions favorables, se trouvent mises en cause dans ce rapport... Ce qui n'en fait pas forcément des coupables, mais plutôt des victimes, tant les fabricants de coton chinois ont organisé un maillage de sociétés écrans... »

Il est vrai que l'étude anglaise regorge de graphiques évoquant d'inextricables toiles d'araignée. « Par exemple, avance Jean-Jacques Salaün, je n'imagine pas deux secondes que Patagonia savait que son coton pouvait venir du Xianjiang... » La marque en question vend en effet presque autant des valeurs que du textile à ses clients.

Pour revenir du Xinjiang à Bordeaux, le directeur de Zara déplore « **une décision qui empêche la création d'une quinzaine d'emplois et l'amélioration des conditions de travail des salariés. Le projet est gelé pour huit mois.** » **Zara France a saisi la Commission nationale.**

Il estime aussi faire les frais d'un procès inéquitable. « **On est dans un État de droit : n'importe qui peut porter plainte, cela ne fait pas de vous un coupable. Je comprends la prise de position éthique de la Ville de Bordeaux** (de la CDAC, en fait, NDLR) mais elle ne repose pas sur des éléments factuels. Et elle nous fait du mal : des clients nous disent

qu'ils ne viendront plus ! »

Une décision « rare » et « pleinement assumée »

Parmi les trois élus qui ont voté contre l'extension du magasin, Sandrine Jacotot, adjointe aux commerces du maire de Bordeaux ; Alain Garnier, pour la Métropole, et la conseillère régionale Marie-Laure Cuvelier. « C'est une décision que j'assume pleinement, assure cette dernière. La Région est très attentive à la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Elle soutient la filière textile, mais plutôt sur des thématiques de relocalisation de la production. C'est une décision rare, qui a suscité un grand enthousiasme sur les réseaux sociaux. C'est aussi un signal, une marque de courage de la part de la Ville et de la Métropole. C'est pour cela que je les ai suivies. Et je ne le regrette pas. » Sollicités, les deux autres élus n'avaient pas répondu quand cet article a été publié.

Une décision qui par ailleurs injurie la souveraineté chinoise. Qui sommes-nous pour dire aux Chinois comment ils doivent punir les Ouighours ? C'est typiquement une question clivante, les gauchistes forcenés défendant les Ouighours comme ils défendent les « Palestiniens ». On commence à bien connaître ces énergumènes et savoir le peu de foi qu'il faut leur accorder.

Il est grand temps de remettre de l'ordre dans ces dérives !